

Elections européennes

Région Ile-de-France

Cannabis Sans Frontières

(Alternative écologique)

Liste conduite par Farid Ghehiouèche

Mardi 12 mai 2009

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°7

Flagrant délit de désinformation : Faut-il croire que la présence de *Cannabis sans frontières* aux élections européennes ne fait pas plaisir à tout le monde ?

La liste *Cannabis sans frontières* aux élections européennes proteste contre la diffusion intentionnelle de fausse information dont s'est rendu coupable l'Agence France Presse au sujet du rassemblement traditionnel de la « Marche Mondiale du Cannabis », à Paris ce 9 mai.

Rappelons que depuis dix ans, les partisans de la légalisation du cannabis « prennent la Bastille » à l'occasion de la Marche mondiale du cannabis, début mai. Cette manifestation se déroule dans de nombreux pays simultanément – dans 263 villes pour cette édition 2009...

A Paris, cette année, une bonne centaine de personnes se sont retrouvées sous la pluie, devant les marches de l'Opéra. Grâce à un sound system diffusant musique et discours politiques, on aura pu entendre les interventions de Farid Ghehiouèche, tête de liste pour la campagne *Cannabis sans frontières* en Île de France ; Anne Coppel, sociologue, présente sur la liste *Europe-écologie* au sein de laquelle elle exprime la question des drogues ; Michel Sitbon, porte-parole de la liste *Cannabis sans frontières* ; et Jean-Pierre Galland, représentant le Collectif d'information et de recherche cannabique.

Les organisateurs ont pu s'étonner de la présence au même moment et au même endroit d'une deuxième manifestation – de partisans de la démocratie à Madagascar –, autorisée par la Préfecture de police. Depuis dix ans, la Préfecture de Paris n'est pas sans savoir que les partisans de la légalisation du cannabis se réunissent à cet endroit le premier week-end de mai. Cette manifestation a même été l'occasion de débats très vifs du fait de tentatives réitérées de l'interdire. Plusieurs années de suite, la Ligue des droits de l'Homme aura eu à intervenir pour dénoncer ces velléités d'empêcher toute manifestation publique sur les drogues comme relevant de la « police de la pensée ».

Cette année, il semble que la Préfecture ait choisi de combattre cette manifestation par des moyens plus détournés, en invitant d'autres manifestants, munis d'une puissante sono, à la même heure, au même endroit...

En dépit de cette manœuvre grossière, les deux rassemblement ont pu coexister sans trop de difficultés, les partisans de la démocratie à Madagascar ayant accepté de ne mettre leurs haut-parleurs en action qu'après que la manifestation cannabique ait pu se tenir.

Divers représentants de la presse audiovisuelle étaient présents, et les manifestants de la Marche mondiale du cannabis ont été copieusement interviewés et filmés.

Les organisateurs seront d'autant plus surpris de voir diffusée, à la suite de cette manifestation, une dépêche de l'Agence France Presse intitulée : « *Annulation à Paris de la "Marche mondiale du cannabis", faute de participants* »...!

Ainsi, selon l'AFP, la « *Marche mondiale du cannabis* » aurait été « *annulée* ». Et ceci aurait été « *constaté* » par « *une journaliste de l'AFP* ».

Les organisateurs de la manifestation se sont aussitôt émus de cette erreur, demandant à l'agence un rectificatif. Et ceci sans le moindre succès, le rédacteur en chef de service à ce moment-là, Jean-Luc Bardet, considérant qu'il n'y avait pas lieu à rectifier quoi que ce soit. Ultérieurement, Farid Ghehiouèche, tête de liste pour la campagne *Cannabis sans frontières*, recevait un message « texto » sur son téléphone, en provenance de la journaliste qui avait couvert la manifestation pour l'Afp : « ***La dépêche a été modifiée sans m'avertir. Je vais protester auprès de mon chef.*** »

On peut aussi relever que le film réalisé par cette journaliste contredit manifestement le titre de la dépêche qui l'accompagne... De même que le reportage audio réalisé par France-info. Et d'autres...

Notons que la campagne *Cannabis sans frontières* se développe non seulement sans argent, mais en dehors de la campagne audio-visuelle officielle – suite au refus du ministère de l'Intérieur. En dépit de ces handicaps, il semblerait que l'AFP comme la Préfecture de police préfèrent prendre deux précautions plutôt qu'une pour réduire autant que faire se peut l'écho de cette campagne de remise en cause de la prohibition des drogues... Auraient-ils quelque chose à craindre ?

Contacts : 0614815679 ou 0952738153
<http://cannabissansfrontieres.org>